



Le TE-SMED13 est un syndicat mixte qui joue un rôle central dans la gestion et le développement de l'énergie dans les Bouches-du-Rhône.

- Il assure le contrôle de la distribution d'électricité et de gaz en garantissant la qualité du service public.
- Il assure la maîtrise d'ouvrage des travaux sur le réseau électrique en réalisant des travaux de renforcement et d'enfouissement.
- Il contribue au développement des énergies renouvelables tels que l'autoconsommation et l'implantation des bornes pour véhicules électriques.
- Il accompagne les collectivités dans la transition énergétique.
- Il négocie des contrats d'achat d'énergie pour ses adhérents.

Contact : [infosmed13@smed13.fr](mailto:infosmed13@smed13.fr)

## Le point de vue du Territoire d'Énergie des Bouches-du- Rhône (TE-SMED13) sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

### EN BREF

La France dispose d'un réseau de gaz dense et performant, fruit de décennies d'investissements. Ce patrimoine public représente un atout considérable pour réussir notre transition énergétique. En effet, ces infrastructures sont loin d'être obsolètes. Elles peuvent être adaptées pour transporter des gaz renouvelables et ainsi contribuer à réduire notre empreinte carbone. En s'appuyant sur ce socle existant, nous pourrions mettre en œuvre une transition énergétique plus rapide, plus efficace et moins coûteuse.

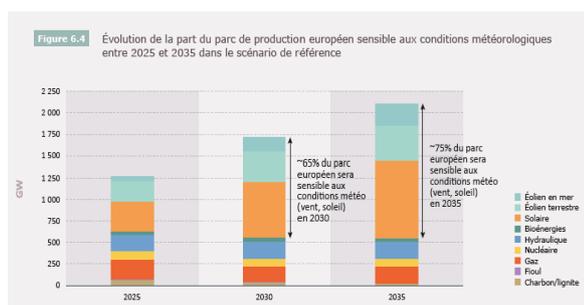
# Une énergie ambitieuse pour nos territoires.

Transition énergétique : un équilibre à trouver.



La transition énergétique constitue un enjeu stratégique majeur pour notre pays. L'électrification croissante des usages et le développement des énergies renouvelables bouleversent profondément le modèle énergétique existant. Pour assurer la sécurité d'approvisionnement énergétique, la stabilité du réseau électrique et la compétitivité de notre économie, il est impératif de mettre en place une stratégie énergétique cohérente et ambitieuse. L'intégration massive des énergies renouvelables intermittentes, associée à une demande énergétique de plus en plus volatile, nécessite le développement de capacités de stockage et de flexibilité. Les énergies stockables, telles que le gaz naturel et le biométhane, jouent un rôle essentiel dans la sécurisation de l'approvisionnement, en complément des autres leviers de la transition énergétique.

Les études prospectives, telles que le Bilan Prévisionnel 2035 publié par RTE<sup>1</sup>, mettent en évidence un besoin urgent de développer de nouvelles capacités de flexibilité pour assurer la sécurité d'approvisionnement.



<sup>1</sup> RTE – BP2035

Si les solutions basées sur l'offre (batteries, centrales thermiques) sont incontournables, elles ne suffiront pas à elles seules. Des investissements massifs dans les énergies renouvelables, bien que nécessaires, pourraient entraîner une hausse significative des coûts de production pour les entreprises françaises, les rendant moins compétitives sur les marchés internationaux. Les secteurs industriels énergivores, en particulier, seraient fortement pénalisés, avec un risque accru de délocalisation vers des pays aux normes environnementales moins strictes.

Il est donc primordial de trouver un équilibre entre les objectifs environnementaux et la nécessité de préserver le tissu industriel français et de maintenir l'emploi. De plus, la capacité à déployer ces infrastructures dans des délais contraints reste incertaine.

### *Transition énergétique : l'importance d'une approche globale et adaptée.*

Une étude réalisée par Confrontations Europe et CVA<sup>2</sup> démontre qu'un mix énergétique diversifié permettrait de réduire de 15% les investissements nécessaires dans les infrastructures énergétiques européennes, tout en limitant les coûts pour les ménages. Ce scénario, favorisant la complémentarité des énergies, génère également 12% d'emplois supplémentaires par rapport à une électrification massive, renforçant ainsi notre tissu industriel. En France, le maintien d'un parc de chauffage au gaz renouvelable dans le bâtiment représenterait une économie annuelle de 3 milliards d'euros pour les collectivités. De plus, le réseau de transport français couvre le territoire avec 38 000 km de canalisations. C'est le fruit d'investissements importants depuis de nombreuses années pour le développer et le maintenir. L'approche énergétique doit être regardée sous l'angle de l'aménagement du territoire.

Investir dans le gaz vert, c'est non seulement donner un avenir à ce réseau mais aussi sécuriser l'approvisionnement énergétique.

Le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie met en lumière les défis majeurs liés à la modernisation des réseaux électriques, notamment financiers, industriels et humains. Les investissements nécessaires pour adapter ces réseaux sont colossaux et risquent d'entraîner une hausse significative des factures d'électricité. Or, le document ne semble pas suffisamment prendre en compte des solutions alternatives comme l'optimisation des usages ou le développement de technologies plus efficaces, qui pourraient réduire considérablement ces coûts et limiter l'impact sur les consommateurs.

Pour réussir la transition énergétique, il est impératif d'adapter nos infrastructures aux spécificités locales et d'optimiser globalement le système énergétique. Une approche territoriale est indispensable pour identifier les solutions les plus efficaces et les moins coûteuses, en tenant compte des ressources locales, des infrastructures existantes et des besoins des consommateurs. Il s'agit de comparer les coûts et les bénéfices de chaque option (réseaux de chaleur, électricité, gaz) en fonction des usages et de la capacité des réseaux à absorber les évolutions. L'analyse coûts-bénéfices doit être approfondie pour chaque territoire. Par exemple, le développement de réseaux de chaleur doit être évalué au regard des infrastructures gazières existantes, qui peuvent offrir une alternative plus efficace et moins coûteuse dans certains cas. De même, l'électrification massive doit être confrontée aux limites des réseaux électriques locaux et aux investissements nécessaires pour les

---

<sup>2</sup> [Confrontations Europe / CVA – novembre](#)

[2023](#)

renforcer.

FOCUS : le Gaz Vert.

Critères de performances économiques	Unité	DE* 2050	GA* 2050	Commentaires
<b>CAPEX totaux investis à 2050</b>	k Md€	<b>5,4</b>	<b>4,7</b>	* <b>+15% de CAPEX investis dans le cas du scénario DE*</b> , soit ~700 Mds€
CAPEX production (élec + H2 + CH4 + combustibles liq.)	k Md€	3,3 (62%)	3,2 (65%)	* Des CAPEX de production similaires dans les 2 scénarios avec davantage d'invest. ENR (DE*) vs électrolyse/méthanisation (GA*)
CAPEX flexibilité (élec + stockage H2 – hors V2G <sup>2</sup> )	k Md€	0,26 (5%)	0,17 (4%)	* <b>+53% d'investissements dans le scénario DE*</b> liés à un besoin en flexibilité élec plus important pour assurer la résilience du système
CAPEX T&D (élec + H2 + CH4)	k Md€	1,8 (34%)	1,3 (27%)	* <b>+38% d'investissements dans le scénario DE*</b> , causés par les besoins supérieurs en renforcement du réseau élec. (~1,7 vs. ~1,1 k Md€)
<b>TOTEX (installation et opération) sur 30 ans</b>	k Md€	<b>22,7</b>	<b>21,3</b>	* <b>Un surcoût de +7%</b> , soit ~1,5 kMds€ en TOTEX actualisés de mise en place et d'opération du système énergétique DE* vs GA*
TOTEX Résidentiel	k Md€	4,4 (19%)	4,2 (20%)	* L'électrification des usages plus forte dans le scénario DE* entraîne une hausse de 5% des investissements DE* vs. GA*
TOTEX Tertiaire	k Md€	3,2 (14%)	2,9 (14%)	* L'électrification des usages plus forte dans le scénario DE* entraîne une hausse de 10% des investissements DE* vs. GA*
TOTEX Transport	k Md€	5,5 (24%)	5,3 (25%)	* Mix énergétique plus équilibré dans le cas GA* (28% élec, 33% H2, 28% comb. Liq) entraînant une diminution de 3% des invest. Vs. DE*
TOTEX Industrie	k Md€	7,9 (35%)	7,5 (35%)	* L'électrification des usages plus forte dans le scénario DE* entraîne une hausse de 7% des investissements DE* vs. GA*
Coût complet d'approvisionnement annualisé – bâtiment résidentiel normé	€/an	<b>671</b>	<b>639</b>	* <b>+5%</b> sur le coût d'approvisionnement DE* vs. GA*, notamment en raison d'une électrification plus forte des usages dans le résidentiel
Coût complet d'approvisionnement annualisé - bâtiment tertiaire normé	€/an	<b>8 940</b>	<b>8 100</b>	* <b>+10%</b> sur le coût d'approvisionnement DE* vs. GA*, notamment en raison d'une électrification plus forte des usages dans le résidentiel
Coût complet d'approvisionnement annualisé - site industriel	€/an	<b>955 k</b>	<b>895 k</b>	* <b>+7%</b> sur le coût d'approvisionnement DE* vs. GA*, notamment en raison d'une électrification plus forte des usages dans l'industrie
<b>Balance commerciale: budget d'importations</b>	k Md€	<b>69,2</b>	<b>66,7</b>	* <b>+4%</b> de dépenses dédiées aux importations énergétiques DE* vs. GA*, notamment en raison du E-méthane importé

Figure 8 : Résumé comparatif des performances économiques des scénarios [13]

L'objectif de GRDF en 2050 est 100% de gaz vert.

Le gaz vert, issu de la valorisation des déchets et résidus agricoles, offre une double opportunité : produire une énergie renouvelable et gérer les déchets de manière efficace. En créant des boucles locales, il renforce l'autonomie énergétique des territoires et favorise l'économie circulaire.

Les agriculteurs, principaux acteurs de cette filière, diversifient leurs activités et pérennisent leurs revenus tout en contribuant à la transition agroécologique. Le biométhane produit peut être transformé en bioGNV, un carburant propre pour les transports, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre.

Le département des Bouches-du-Rhône dispose de possibilités prometteuses en matière de production de gaz vert.

## Conclusion

*La planification locale doit être au cœur de la transition.*

Parce qu'ils sont Autorités Organisatrices de la Distribution d'Énergie, les Syndicats Départementaux d'Énergies doivent être pleinement associés. En effet, ils connaissent les enjeux locaux et les contraintes/limites des réseaux de distribution d'énergie. Ils sont en capacité de proposer les solutions les plus adaptées. Une approche trop centralisée risquerait de négliger les spécificités de chaque territoire et de ralentir la transition énergétique.

Pour réussir cette transition, il est impératif de s'appuyer sur l'expertise des acteurs locaux, tels que le TE-SMED13. Ainsi, grâce à leurs connaissances des problématiques locales, les Syndicats Départementaux d'Énergie sont capables de concilier les enjeux spécifiques de chaque territoire face aux contraintes techniques des réseaux. Les Syndicats d'Énergie sont les mieux placés pour proposer des solutions pertinentes et efficaces.